



Panique aux écoles européennes

Panic in the European Schools of Brussels

(English version hereunder)

La surpopulation des Écoles européennes est telle que l'on craint de ne plus pouvoir assurer les prochaines rentrées scolaires. Le Conseil Supérieur et les autorités belges tergiversent. U4U sonne l'alarme et propose des actions immédiates.

Le Conseil Supérieur [a constaté](#) lors de sa réunion de Décembre 2018 que les Écoles de Bruxelles fonctionnaient au-delà de leur capacité d'accueil et que bientôt elles ne seraient plus en mesure d'accueillir un nombre suffisant de nouveaux élèves.

Le projet d'une cinquième école traîne : on envisage d'occuper Boulevard Léopold III les terrains militaires libérés par l'OTAN pour ouvrir en 2024 une école de 2 400 élèves. Mais un projet concret et budgété reste à définir.

Pour faire face à la crise, le Conseil Supérieur propose que Berkendael soit définitivement attribué aux Écoles Européennes (ce qui ne résout rien puisque les locaux seront vite remplis et que la transition des élèves de ce site vers le cycle secondaire pose d'insurmontables difficultés, faute de place) et d'occuper un site rue du Commerce (quartier Arts-Loi), site de bureaux totalement inadéquat pour une école, même dédiée aux enfants du dernier cycle secondaire. Le plan est de transférer sur ce site, en septembre 2020, toutes les classes S6 et S 7 du Secondaire des deux écoles Bruxelles II et III, soit mille enfants. La faisabilité d'une telle scission géographique des deux écoles n'a pas été étudiée, en particulier pour son impact sur les plannings scolaires, comme n'a pas été étudiée non plus la capacité de ce site à répondre aux besoins d'une école du secondaire. **La Commission ne doit pas signer le *Memorandum of Understanding* proposé par les autorités belges avant la réalisation de ces études de faisabilité et avant de rencontrer les représentants des parents et du personnel.**

La Régie des Bâtiments balaie d'un revers de main l'hypothèse d'un site provisoire en préfabriqués sur le site militaire en estimant que le coût en serait égal à une école en dur et en arguant qu'il faudrait au moins trois ans pour la construire. Ces deux arguments sont très contestables et mériteraient une évaluation indépendante.

U4U préconise :

1. Qu'une école temporaire en préfabriqué soit mise à disposition des écoles européennes avant 18 mois, cette école provisoire pourrait occuper partiellement le site Boulevard Léopold III, en attendant qu'une école définitive y soit construite, à condition que soient garanties l'hygiène et la sécurité pour les élèves pendant les travaux ;

2. Que le projet d'une cinquième école définitive Boulevard Léopold III soit immédiatement lancé et budgété, avec pour objectif son ouverture dans cinq ans ;
3. Que considérant que cette cinquième école sera déjà pleine lors de son ouverture (comme l'étaient Ixelles et Laeken au même moment), le projet d'une sixième école soit lancé, par exemple sur le [site Josaphat](#), avec pour objectif l'ouverture de Bruxelles VI dans dix ans.

U4U note que le Conseil Supérieur doit aussi faire face à de semblables situations de crise de capacité, par exemple au *Centre for European Schooling de Dunshaughlin* (IRL). Le Conseil Supérieur doit prendre très au sérieux sa mission de faire vivre l'enseignement européen (y compris les écoles associées) et donc doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les capacités d'accueil soient constamment suffisantes au regard de cet objectif.

Rappelons que l'accès aux Écoles Européennes est un élément essentiel du paquet social des fonctionnaires et agents de l'UE, qui fait partie de l'attractivité de la fonction publique européenne. Au moment où la Commission s'interroge sur comment rétablir cette attractivité, il faut préserver cet accès, déjà fortement compromis puisque près de la moitié des nouveaux élèves de Bruxelles ne s'y inscrivent pas, en raison de la surpopulation chronique des écoles, mais aussi de la dégradation de la qualité de l'accueil et de l'enseignement, conséquence inéluctable des politiques budgétaires restrictives des dernières années. Le Conseil supérieur doit attribuer des moyens financiers suffisants aux écoles existantes, pour assurer un enseignement de qualité.

16/12/2018

Panic in the European Schools of Brussels

The overpopulation of the European Schools is such that it may no longer be possible to guarantee all the desired places for the next school year. The Board of Governors and the Belgian authorities are procrastinating. U4U has sounded the alarm and proposes immediate action.

At its meeting in December 2018, the Board of Governors [noted](#) that the Brussels Schools were operating above their capacity and that soon they would no longer be able to accommodate a sufficient intake of new pupils.

The project for a fifth school is making slow progress: it is planned to occupy the Boulevard Léopold III, the military land released by NATO, to open a school for 2,400 pupils in 2024. However, a concrete and budgeted project is yet to be defined.

To cope with this crisis, the Board of Governors proposes that Berkendael should be permanently allocated to the European Schools (which will not solve anything as the premises will be filled quickly, and the transition of the pupils to this site for the secondary cycle poses insurmountable difficulties due to the lack of space), and to occupy a site in the rue du Commerce (Arts-Loi district), an office site totally unsuitable for a school, even dedicated to children in the final secondary cycle. The plan is, in September 2020, to transfer all of the S6 and S7 Secondary classes of the Brussels schools II and III to this site, i.e. a thousand children. The feasibility of such a geographical split between the two schools has not been considered, particularly for its impact on school schedules, nor has the ability of this site to meet the needs of a secondary school. **The Commission must not sign the *Memorandum of Understanding* proposed by the Belgian authorities before these feasibility studies are performed, and before meeting parent and staff representatives.**

The *Régie des Bâtiments* dismisses the possibility of a temporary site of prefabricated buildings on the military site, estimating that the cost of this would be equal to that of a permanent structure and arguing that it would take at least three years to build. These two arguments are open to question and merit an independent evaluation.

U4U recommends:

1. That a temporary prefabricated school is made available to the European Schools within 18 months, which could partially occupy the Boulevard Léopold III site, while waiting for a permanent school to be built there, provided there are hygiene and safety guarantees for the pupils during the work.
2. That the project for a permanent fifth Boulevard Léopold III school is launched immediately and budgeted, with the objective of opening in five years.
3. That in view of the fact that this fifth school will be full as soon as it opens (as were Ixelles and Laeken at the same time), the project for a sixth school should be launched, for example on the [Josaphat site](#), with the objective of opening Brussels VI in ten years.

U4U notes that the Board of Governors must also tackle similar situations where there is a capacity crisis, for example at the *Centre for European Schooling Dunshaughlin* (IRL). The Board of Governors must take very seriously its task of supporting and maintaining European education (including the associated schools) and must therefore take all necessary steps to ensure that there are always sufficient places available with this objective in mind.

It should not be forgotten that access to the European Schools is a key element of the social package of EU officials and agents that forms part of the job attractiveness of the European Civil Service. At a time when the Commission is wondering how to rebuild this attractiveness, school access must be preserved, although it has already been compromised as almost half of new pupils in Brussels do not enrol with them due to the chronic overpopulation at the European Schools, as well as the deteriorating quality of the facilities and the teaching, an inevitable consequence of the restrictive budgetary policies of recent years. The Board of Governors must allocate sufficient financial resources to the existing schools to guarantee a high-quality education.

[Our web site](#) [Contact us](#) [Meet us on Facebook](#)

